

A la dotation catastrophique du second degré s'ajoute la suppression de 5 postes dans le 1er degré et comme les mesures de dédoublement des classes de CE1 du REP sont déployées à moyens constants, les 4 postes nécessaires à ce dispositif nécessiteront la fermeture de 4 postes supplémentaires ailleurs ce qui signifiera au total 9 suppressions de postes sur le premier degré.

Enfin, à cela s'ajoutent des restructurations au pas de charge (fusions d'école, concentrations de RPI) qui oublient notamment la spécificité de l'école maternelle et qui empêchent la volonté de réflexion et de décisions partagées promues par les représentants de l'état auprès des principaux acteurs éducatifs de notre territoire, signataires du plan d'action 2017-2020. En une dizaine d'années, notre département aura finalement fermé près de 150 classes dans le 1er degré !

Monsieur le Ministre, notre département fait partie de ceux qui apparaissent les plus marqués par la fracture territoriale et sociale tant mis en avant ces derniers temps et pour les rédacteurs de cette lettre ouverte, cette situation de dégradation du service public d'éducation est inacceptable. C'est en grande partie le service public d'éducation, prenant en compte nos spécificités sociales, géographiques et économiques qui permet et permettra à la population des Hautes-Pyrénées d'avoir toutes ses chances.

C'est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Ministre, la révision de la dotation départementale, son abondement et de la considération envers nos élèves qui ne sont pas des variables comptables d'ajustement.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre attachement au service public d'éducation de qualité et en l'expression de nos respectueuses salutations.

Philippe DUSSERT

FCPE des Hautes-Pyrénées

Marie-Dolores Talavera

Se-Unsa des Hautes-Pyrénées

Catherine Gourbier

Snes-Fsu 65

Philippe Boyer

Sgen-Cfdt MP 65

Frédéric Marfaing

CGT Education 65

Magali Laborde

Snuipp-Fsu 65